

IL S'EST RÉUNI HIER

Un Conseil interministériel «spécial sécurité»

Le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, a présidé hier un Conseil interministériel restreint dédié à la question sécuritaire. Deux corps des services de sécurité, la gendarmerie et la police, impliqués dans la lutte antiterroriste et la criminalité, ont été conviés à exposer un état des lieux. Cette tâche a incombé au commandant de la Gendarmerie nationale, le général major Ahmed Boustela, et au directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Tounsi.

Sofiane Aït Iflis- Alger (Le Soir)- Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur chargé des Collectivités locales, Dahou Ould Kablia, qui a informé de ce conseil hier, en marge de la cérémonie de sortie de promotion d'officiers de police organisée à l'ESP de Chateaufort, n'est pas allé dans le détail. Il a tout juste fait savoir que ce conseil interministériel intègre la série de conseils interministériels que le nouveau chef du gouvernement a inaugurée dès sa prise de fonction. Ould Kablia a révélé, en fait, la tenue de ce conseil presque incidemment, puisqu'il répondait à une interrogation relative à l'absence du DGSN à la cérémonie de sortie de promotion d'officiers de police.

La défection de Ali Tounsi à cette cérémonie a été remarquée, d'autant que la veille il a présidé une sortie de promotion à Boumerdes et que, par ailleurs, l'ESP de Chateaufort a enregistré la

présence inattendue du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine-Yazid Zerhouni.

Ce dernier, comme de coutume, s'est volontiers prêté à la sollicitation médiatique. Le ministre, relancé sur sa déclaration de la veille au Parlement, à savoir que le nombre des terroristes enco-

re en activité oscillait entre 300 et 400, a surpris en affirmant qu'il a été mal compris.

«Je n'ai pas dit qu'ils sont entre 300 et 400. J'ai plutôt dit que quelqu'un a prétendu que le nombre de terroristes encore en activité est de 400 et que celui qui a affirmé cela voulait certainement faire croire que leur nombre est si élevé.»

Mais combien sont-ils alors à écumer les maquis ? Le ministre de l'Intérieur les estime moins nombreux que prétendu.

«Le nombre des personnes susceptibles de commettre des attentats est beaucoup plus réduit. La meilleure façon de le savoir,

c'est l'observation de leur manifestation sur le terrain et le nombre d'actions qu'ils mènent.»

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur a affirmé que les terroristes n'enrôlent pas de nouvelles recrues et que, contrairement à ce qui se dit, il n'y a pas renouvellement des effectifs des groupes terroristes.

«La preuve nous est fournie par les résultats qu'enregistrent les services de sécurité. Vous voyez bien, chaque jour, il y a des repentis, des terroristes capturés et des terroristes abattus. C'est une preuve qu'ils trouvent des difficultés à recruter.»

S. A. I.

P/APC

Touchera mieux à l'avenir

La revalorisation des salaires ou indemnités des présidents d'APC est toujours d'actualité. C'est ce qu'a affirmé hier Dahou Ould Kablia. Il a expliqué que celle-ci devra s'insérer dans un mécanisme légal, la loi de finances, par exemple. Cette revalorisation, a-t-il encore précisé, sera fonction de l'importance de la commune et des revenus de chaque P/APC.

FERMETURE DES NIGHT-CLUBS À MINUIT C'est la loi

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des

Collectivités locales a expliqué que la fermeture des night-clubs et cabarets à minuit n'est pas un fait nouveau. C'est ce que prévoit une réglementation vieille d'au moins une année.

EVANGÉLISATION

Pas de chasse aux chrétiens

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a expliqué que l'Etat ne mène pas campagne contre les chrétiens.

«Le but n'est pas de lutter contre le christianisme. Nous veillons à l'exercice du culte dans un cadre légal, comme stipulé par la loi.

Nous faisons la même chose s'agissant de notre religion, notamment en matière d'ouverture de salles de prière et de l'exercice de la fonction d'imam. La loi est valable pour toutes les religions.»

S. A. I.

ÉCLAIRAGE

L'optimisme très opportun de M. Tounsi

Quel intérêt le colonel Ali Tounsi, directeur général de la Sûreté nationale, trouve-t-il à annoncer que «la fin du terrorisme est proche» ?

Aucun, en ces temps où la crédibilité du pouvoir est sérieusement écornée et où le citoyen a la certitude qu'on lui cache la vérité sur le terrorisme. M. Tounsi n'ignore rien de l'inanité des arguments de ces gouvernants pressés de «pacifier» le pays par la métaphore afin d'y tenir élection. Et il sait tout de l'inquiétude des gouvernements occidentaux pour espérer les convertir à son soudain optimisme. Pour les services américains et européens, l'Algérie de 2008 pose toujours un sérieux problème d'instabilité et de vulnérabilité au terrorisme islamiste international.

Aucun intérêt donc, sauf que ce cri de triomphe étrange et ostentatoire intervient une semaine après la non moins étrange déclaration du président Bouteflika selon laquelle la «réconciliation nationale allait se poursuivre» !

M. Tounsi voudrait contredire le chef de l'Etat qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Il vient de signifier l'absence de motifs sérieux à «pérorer» la réconciliation.

Car enfin, à quoi bon «poursuivre la réconciliation nationale» quand le puissant directeur général de la Sûreté nationale, qui dispose de la prérogative régalienn

sur les Algériens, nous jure que «la fin du terrorisme est proche» ? Et comment Abdelaziz Bouteflika compte-t-il tendre la main aux groupes armés quand, au même moment, le colonel Tounsi affirme que les forces de sécurité «sont sur le point d'apaiser la guerre au sein des maquis terroristes» ?

Nous sommes assurément devant une guerre de sérail à propos de la «réconciliation nationale.» Un clan du pouvoir, qui ne dit pas son nom, s'oppose énergiquement à la volonté de Bouteflika de donner une prolongation politique à la Charte pour la paix, prolongation qui s'illustrerait, comme nous l'avons écrit, par le retour des anciens du FIS aux affaires.

Pareille perspective représente, en effet, un risque absolu pour la hiérarchie militaire : c'est lui demander tout bonnement de mettre son cou sous la guillotine !

Les propos d'Ali Tounsi confirment bien deux choses nouvelles : d'une part, le retour d'un discours sur le terrorisme et l'islamisme totalement en rupture avec celui de l'ancien chef du gouvernement Abdelaziz Belkhadem ; d'autre part, ils signifiaient bien que l'éviction de ce dernier a été décidée aux Tagarins et qu'elle avait bien pour objectif de mettre le holà à la stratégie d'alliance avec les islamistes.

LA COUR DE BATNA L'A RÉVÉLÉ HIER

Détails sur l'attentat contre Bouteflika

Le procureur général de la cour de Batna a rendu publics, mardi soir, les détails sur l'attentat ayant ciblé le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le jeudi 6 septembre 2007.

Ali Mehira, alias Abou Rouhana, émir de Katibet el Mout (Brigade de la mort), est, selon les éléments de l'enquête, le cerveau de cette action.

Tout a commencé deux jours avant la visite de travail et d'inspection du président de la République à Batna.

Le «cerveau» de l'attentat a pris contact avec un terroriste repent, Zeghina Walid (27 ans), pour le charger de récolter des informations précises sur le parcours du cortège présidentiel ainsi que le lieu exact de sa première halte.

Zeghina demandera des renforts en hommes pour mener à bien sa mission; les plans d'action pour commettre l'attentat ont été préalablement arrêtés.

Ali Mehira, alias Abou Rouhana, qui a été condamné dernièrement à la peine capitale par la cour de Batna, lui proposa des éléments dont un jeune de 17 ans, Khalid Imad, dont la mission était d'informer et d'éclairer.

C'est le même Zeghina qui attendra au niveau de l'évitement au sud-ouest de Batna, à Tamchit, au pied du mont Ich Ali, simulant une panne en levant le capot de la voiture conduite par un clandestin. C'est ce qui a permis à Boulazreg El Houari de reconnaître ses acolytes.

Le jour de l'attentat, Boulazreg El Houari, originaire de l'ouest du pays, et qui avait dissimulé une ceinture bourrée d'explosifs sous son survêtement, a été transporté par Zeghina en voiture puis guidé à pied par le jeune Imad Khalid jusqu'au café jouxtant la SAA, non loin de la place de la Liberté.

Attablé au café, le kamikaze demanda à son compagnon des détails sur l'endroit où allait s'arrêter le cortège, la hauteur de la barrière qui sépare le public des officiels, etc.

Non satisfait des informations fournies par Imad, Boulazreg décide de prospecter les lieux lui-même. Le survêtement et son allure suspecte ont poussé les citoyens à alerter les policiers en civil. Pris en filature, le douteux personnage s'en est vite rendu compte et a tenté de semer ses poursuivants, mais en vain.

Il prendra la direction des 84 logements, remontera vers la rue Larbi-Ben-M'hidi, au croisement de la rue Grine-Belkacem. Et exactement face à la mosquée El Atik, il sera immobilisé par un élément de la police, le martyr Boudiaf.

Le sinistre individu enclenchera la charge provoquant un véritable carnage : 25 morts et 172 blessés ainsi que des milliers de personnes traumatisées.

Par ailleurs, l'exploitation des écoutes téléphoniques, a permis aux enquêteurs de remonter la filière jusqu'au terroriste repent Zeghina Walid. Il avoue être le cerveau de l'attentat fournissant logistique et moyens matériels sous les directives de Mehira Ali et un certain Yahiaoui qui serait l'émir de la zone cinq, version El Qaïda au Maghreb.

Si onze terroristes sont déjà entre les mains de la justice, les principaux commanditaires sont toujours en fuite.

La cour criminelle de Batna jugera, dans sa prochaine session en septembre, ces criminels pour plusieurs chefs d'inculpation allant d'appartenance à groupe terroriste, utilisation d'explosifs au crime avec préméditation.

H. M.

Rafik Abdi